

Les anciens ministres wallons PS se recasent

Dossier réalisé par Stéphane Tassin

Lorsqu'un ministre quitte ses fonctions, il a droit à une indemnité de sortie, s'il ne redevient pas député. Soit un montant de près de 6 000 euros par année d'exercice de la fonction.

Que deviennent Paul Magnette, ses ministres et leurs chefs de cabinet depuis l'arrivée en Wallonie d'une majorité MR-CDH ?

Le renvoi du PS dans l'opposition au parlement wallon a provoqué un véritable séisme dans les cabinets ministériels. Si ces derniers sont composés, dans leur grande majorité, par des personnes détachées de l'administration, on y retrouve aussi des gens venus d'horizons un peu différents et qui y travaillaient sans aucun parachute. Rien qu'au sein du cabinet du ministre-Président Paul Magnette, vingt personnes sur les quatre-vingts qui y travaillaient se sont retrouvées, du jour au lendemain, sans emploi. Et même si la règle est connue dès le départ, quand la théorie devient réalité, elle fait mal.

Précisons que la grande majorité des "cabinettards", par contre, a retrouvé un emploi d'origine dans l'administration régionale ou communale ainsi qu'au sein d'un OIP (organisme d'intérêt public) ou d'une intercommunale. Même si beaucoup d'entre eux, grisés par une expérience dans un cabinet, voient le retour dans une administration avec circonspection, la période estivale n'étant pas la plus propice pour trouver un nouvel emploi, ils se donnent encore quelques semaines avant de trancher définitivement quant à leur avenir. Et puis, au sein de ces administrations, on n'est pas forcément ravi de voir revenir quelqu'un qui est parti aussi longtemps et dont le poste est occupé. Alors, si le recasage est de rigueur pour certains vieux serviteurs qui

■ Que deviennent les anciens ministres socialistes wallons et leurs chefs de cabinet ?

■ La plupart ont repris un mandat de député, de bourgmestre ou d'échevin

■ De nombreux chefs de cabinet retournent à leur métier d'origine.

n'avaient pas assuré leurs arrières, il n'y aura pas de places pour tout le monde.

Et les ministres ?

Du côté des ministres, les situations sont souvent plus simples. La plupart ont été élus députés lors des élections de mai 2014 (régionales, fédérales et européennes). Il leur est donc toujours possible de revenir siéger au sein d'une assemblée parlementaire. Avec comme dommage collatéral, la perte d'un "emploi" pour le suppléant qui se voyait bien finir la législature. Quant à ceux qui n'ont pas été élus parlementaires, ils disposent bien souvent d'un mandat au sein d'un exécutif communal (bourgmestre ou échevin). Enfin, pour le ministre débarqué d'un gouvernement qui n'aurait aucun mandat de secours, il reste toujours la possibilité de travailler dans le privé et de retrouver, s'il en a une, sa profession d'origine.

Paul Magnette

Il disait il y a quelques jours chez nos confrères de "L'Echo" qu'il ne fallait surtout pas s'inquiéter pour lui. Paul Magnette, depuis qu'il a remis les clés de l'Elysette à Willy Borsus (MR), n'est pas au chômage. Il a retrouvé son fauteuil de bourgmestre de la Ville de Charleroi. Il a, alors qu'il aurait pu cumuler, décidé de ne pas retourner siéger au parlement wallon où il a pourtant été élu en 2014. Le "Professeur", comme l'appelait le désormais ministre wallon de l'Economie, Pierre-Yves Jeholet (MR), du temps où il était encore dans l'opposition, donne aussi quelques cours à l'ULB. Une université où il pourra toujours retrouver – si le virus de la politique devait un jour le quitter – le poste de professeur à temps plein qu'il a mis de côté il y a dix ans lorsqu'il est devenu ministre pour la première fois.

Jean-Claude Marcourt

Si Jean-Claude Marcourt n'est plus ministre wallon de l'Economie depuis l'avènement du gouvernement Borsus I^{er}, il est le seul ministre du défunt gouvernement wallon à occuper encore des fonctions ministérielles. Le Liégeois est, en effet, et pour une durée indéterminée, toujours ministre de l'Enseignement supérieur (et des Médias) au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Pour l'heure, aucune majorité alternative n'étant possible au parlement francophone, l'exécutif PS-CDH, présidé par Rudy Demotte (PS), continue à exister tant bien que mal. Si les choses devaient changer, Jean-Claude Marcourt ne serait pas à la rue. Il pourrait retourner à son métier d'avocat (son cabinet existe toujours) et s'y consacrer pleinement tout en occupant jusqu'en 2018 (au moins) son siège de conseiller communal à la Ville de Liège. Mais il peut également choisir de reprendre son siège au parlement wallon, où il a été élu en mai 2014.

Anne Poutrain

L'ancienne éminence grise d'Elio Di Rupo lorsqu'elle occupait la présidence de l'IEV (l'Institut Emile Vandervelde, le service d'étude du PS) était le véritable œil de Moscou au sein du gouvernement wallon. Elle y cumulait les fonctions de secrétaire du gouvernement et de chef de cabinet du ministre-Président, Paul Magnette. Anne Poutrain ne serait pas, selon une source interne au PS, encore décidée sur son avenir. Elle peut, en effet, retourner au Crac (Centre régional d'aide aux communes) où elle est directrice adjointe en titre. A moins qu'elle ne raille, si la crise actuelle perdure, un cabinet ministériel socialiste de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Eric Van Sevenant

Ce Carolo a passé du temps, après le coup de Jarnac de Benoît Lutgen, le 19 juin dernier, à chercher du boulot tous azimuts aux collaborateurs de son cabinet (il dirigeait celui de Jean-Claude Marcourt, en Wallonie). Eric Van Sevenant, lui, n'est pas sans rien. Son vrai boulot, c'est patron de la SWDE (Société wallonne des eaux) où il est devenu directeur général en 2006. Ce cabinetard de haut vol (il est passé chez Demotte à la fin de la législature 2009-2014 et a travaillé avec "Van Cau" à Charleroi et au gouvernement wallon) se retrouve donc en réserve du parti. Il devrait retrouver sans problème un poste similaire, s'il le souhaite, en cas de retour aux affaires du PS.

Pierre-Yves Dermagne

Ministre depuis janvier 2017 – suite à la démission de Paul Furlan, emporté par l'affaire Publifin –, Pierre-Yves Dermagne n'a pas vraiment eu le temps de s'habituer à la fonction ministérielle. Avocat, le Rochefortois pourra toujours reprendre le chemin des prétoires. Et si la chose juridique ne l'amuse plus, il est de toute façon député wallon depuis 2014 – il siégeait au parlement avant d'être ministre – et élu communal à Rochefort où, avant de rejoindre l'exécutif wallon, il était aussi premier échevin de la commune.

Eliane Tillieux

La cheffe de groupe PS au conseil communal de la Ville de Namur continuera à fréquenter assidûment Maxime Prévot (CDH), son ancien collègue du gouvernement wallon qui a choisi de quitter l'exécutif régional pour retrouver – de plein droit – ses compétences maïorales. Eliane Tillieux, qui en était à son deuxième mandat ministériel au sein du gouvernement wallon, va aussi pouvoir retourner au parlement wallon (elle a été élue députée en 2014) qu'elle connaît bien. Elle y a siégé durant de nombreuses années avant d'accéder à une fonction ministérielle, un peu à la surprise générale à l'époque. On imagine que celle qui était la seule femme du défunt exécutif PS-CDH suivra avec acuité les compétences qu'elle a exercées comme ministre (Action sociale et Emploi). Elle pourra aussi se lancer pleinement dans la préparation de la campagne électorale pour les communales d'octobre 2018 où elle rêve de ravir le maïorat à Maxime Prévot.

Christophe Lacroix

Gageons qu'en perdant son portefeuille ministériel, Christophe Lacroix retrouvera du temps pour aller à l'opéra, une passion dévorante chez lui. Et même s'il n'a pas été élu en 2014 (il se présentait à la Chambre), il ne devra pas aller s'inscrire au Forem. Christophe Lacroix a retrouvé son siège de sénateur coopté. Un boulot qui n'est en rien chronophage au vu du faible nombre de réunions organisées au sein de la vénérable institution reliftée depuis 2014. Il pourra donc se concentrer sur la commune de Wanze (province de Liège) où il a retrouvé son poste de premier échevin en charge de quinze compétences (de la Petite enfance à l'Environnement, en passant par les Déchets et l'Energie). Et puis, le 2 octobre prochain, le bourgmestre Claude Parmentier – celui qui siégeait chez Nethys – démissionnera et lui laissera la place.

Denis Sibille

"Cabinettard" depuis plus de dix ans – il est passé par la ministre-présidence wallonne avant de rejoindre Paul Furlan aux Pouvoirs locaux en 2009 en qualité de chef de cabinet – Denis Sibille était resté en place lors de l'arrivée de Pierre-Yves Dermagne en janvier 2017. Le renvoi du PS dans l'opposition le laisse sans emploi. Dans un premier temps, il lui a été proposé de prendre la direction d'Immowal, un organisme wallon actif dans la valorisation de l'immobilier touristique au Sud du pays. Pour l'heure, il semblerait que Denis Sibille n'ait pas encore définitivement tranché quant à son avenir professionnel. On le dit peu enchanté d'exercer cette fonction.

Olivier Jusniaux

Cet ancien directeur général de la Ville de Charleroi, de la même génération que Paul Magnette, bon serviteur du Parti socialiste, avait été réquisitionné en début de législature pour diriger le cabinet de la ministre de l'Emploi Eliane Tillieux. Malin, Olivier Jusniaux a toujours veillé à protéger ses arrières puisqu'après avoir suivi la procédure normale, il avait été nommé directeur du CPAS de Charleroi. Un poste qu'il avait mis entre parenthèses pour devenir directeur général de la Ville de Charleroi d'abord, et chef de cabinet d'Eliane Tillieux ensuite, et qu'il retrouve aujourd'hui. Lors de son passage éclair comme patron de l'administration de la Ville de Charleroi – sous le règne de Paul Magnette – il avait contribué à remettre de l'ordre au sein de cette dernière.

Marc Degaute

Le chef de cabinet de Christophe Lacroix au Budget – qui travailla longtemps aux côtés de Rudy Demotte – devait normalement retourner travailler au Forem où il est conseiller stratégique. Manifestement, le rang barémique qu'il devait y occuper est fortement en dessous de ce qu'il touchait lorsqu'il travaillait dans un cabinet ministériel.

Mais Marc Degaute ne retournera pas au Forem.

Il prendrait, aux dernières nouvelles, la direction de la Sogepa, l'OIP wallon qui accompagne financièrement les initiatives de redéploiement d'entreprises. La Sogepa qui compte un grand nombre d'anciens "cabinettards" en son sein.